



Maud TALLET

Maire de Champs-sur-Marne
Conseillère générale

L'accord Etat – Région, du 26 janvier 2011 sur les transports et le « Grand Paris »

Après la signature d'un « protocole », le 26 janvier, constatant le « rapprochement des points de vue » entre la Région Île-de-France et l'État, comme nous l'avions souhaité, élus et citoyens de Champs-sur-Marne, une contribution commune à la Commission nationale des débats publics sur les projets de transports franciliens est présentée.

Nous ne pouvons que nous féliciter du « pas franchi » vers un projet historique pour l'Île-de-France : **34,2 milliards d'euros seront ainsi investis** pour améliorer le réseau existant, pour développer et moderniser les transports publics, avec notamment la **création d'une rocade de métro de banlieue à banlieue**. C'est le niveau le plus élevé depuis la création du métro au début du 20^e siècle !

Nous nous félicitons de cette première victoire qui est à mettre à l'actif de la mobilisation des populations, des élus locaux et des usagers, notamment dans les débats publics qui **ont porté depuis des années l'urgence de cet investissement massif en banlieue**.

D'ores et déjà, conformément aux exigences que nous avons portées dans les débats publics et encore ces derniers jours dans le bras de fer avec le ministre de la Ville, le projet du gouvernement a évolué vers une réponse plus conforme aux besoins des populations et des territoires, que ce soit sur leur desserte ou sur le financement.

Aujourd'hui, la bataille doit continuer et la vigilance reste de mise pour amplifier cette évolution et obtenir le meilleur projet pour les Franciliens : la bataille est à poursuivre dès maintenant sur les tracés (confirmation des gares optionnelles, conflit sur la conception de la desserte du plateau de Saclay...), **sur les financements et sur la maîtrise publique**.

Notre détermination, pour obtenir une participation financière plus élevée des entreprises via le versement transport et **refuser la spéculation foncière** autour des gares, reste totale !

Nous dénonçons la création d'une « taxe spéciale d'équipement » aussi injuste qu'inefficace, puisque son produit est bien en deçà des besoins !

Ces nouveaux projets de transport doivent profiter à tous les Franciliens : nous serons aux côtés des usagers pour exiger qu'ils ne se traduisent **ni par une explosion des tarifs, ni par de nouveaux impôts sur les ménages**, nous réaffirmons d'un « tarif unique » avec dans un premier temps, le passage de notre secteur du Val Maubuée en « zone 4 ».

Les avancées déjà obtenues sont historiques. Elles nous engagent à **amplifier encore la bataille pour une région solidaire, écologique et citoyenne**.